



Rapport moral Assemblée Générale du 25 juin 2007

En 2006, puis pendant le premier semestre 2007, la principale activité visible et financée (@lis – i-jumelage) de l'association s'est terminée sans que les nouveaux projets trouvent un équilibre financier permettant de les concrétiser. De ce fait, la décision a été prise, et elle était connue lors de la dernière Assemblée Générale, de poursuivre la recherche des financements complémentaires en élargissant le champ des actions de l'association, et d'une mise en stand-by de l'essentiel des activités, qui s'est traduite par le licenciement de l'équipe professionnelle, puis par la fermeture de bureau 14 passage Dubail à Paris.

Un certain nombre de raisons à cette situation sont souvent citées comme hexogènes. Le contexte politique national, peut-être, et certainement plus encore le fait que les missions que VECAM s'était fixé ces dernières années ont été reprises, et avec talent par certains acteurs dont c'est aujourd'hui la spécialité (FING, agences et réseaux régionaux des TIC, des associations locales ou internationales...).

Ces raisons renvoient aussi à une situation propre à l'association dont voici quelques éléments constitutifs :

- absence de membres
- absence d'action mobilisatrice
- obligation de gérer des programmes lourds, financièrement, de long terme, complexes, ..tels que le SMSI ou @lis.
- absence d'une réflexion sur les orientations de l'association
- absence d'une stratégie d'alliance
- Difficulté à concilier les échelles sur lesquelles l'association se situe : local, national, international et global.

...

Ces éléments sont liés entre eux, à la fois causes et effets. La responsabilité des personnes, membres de l'association ou professionnels, passés ou présents, n'est pas en cause dans la situation présente.

La reconnaissance de VECAM dans et hors de France reste une réalité. La fréquentation du site Internet est importante en l'absence quasi totale de publication ces 12 derniers mois. Les sollicitations sont nombreuses. Il y a celles qui portent sur des questions d'enjeux avec une vision globale (SMSI, gouvernance de l'Internet, Propriété intellectuelle) et aussi celles qui concernent des domaines qui semblent plus locaux ou concrets comme la coopération internationale et les pratiques visant la lutte contre la fracture numérique Nord-Sud.

Ces sollicitations sont le fait d'acteurs locaux, de membres des mouvements sociaux aussi bien que de journalistes ou de chercheurs (et notamment jeunes chercheurs) qui s'intéressent à des domaines très divers (propriété intellectuelle, développement, pauvreté, participation, formation tout au long de la vie, migration et TIC, ...) Ce sont des demandes d'expertise mais aussi des demande de collaboration sur le terrain.

Enfin, elles s'adressent autant à l'association qu'aux personnes qui portent ces questions en son sein.

Au vue de ce bilan contrasté, pouvons nous considérer qu'il est normal qu'un projet associatif comme celui de VECAM, qui a su être particulièrement innovant, et dont on peut affirmer qu'il a contribué à façonner la manière dont les enjeux des TIC sont pris en compte aujourd'hui, ne se soit pas réalisé sans difficulté, et rencontre, au moment où son objet se transforme, une difficulté à se transformer lui-même ?

Toutes ces sollicitations ne suffisent pas à faire un projet associatif. Celui-ci doit articuler les ambitions de l'association avec des modes d'action adaptés à la situation et aux capacités de l'association.

Quelles sont les ambitions qui rassemblent les membres de l'association aujourd'hui ? Nous pouvons en formuler deux :

- Conduire des actions et s'inscrire dans un mouvement pour une société de l'information qui redonne de la puissance sociale aux acteurs.
- Se placer au croisement de la recherche et des acteurs sociaux, pour mobiliser les sciences et notamment les TIC au service d'une société de l'information équitable.

Ces orientations invitent à se radicaliser, sans être ceux qui auraient à charge de définir « la ligne », et repenser l'axe Réflexion/Action.

Aujourd'hui, ces objectifs s'appuient sur le nécessaire passage d'une promotion des usages des outils et de la communication, à la promotion de l'usage stratégique de l'information et de la collaboration en réseau par les acteurs sociaux.

Pouyr les mettre en oeuvre, dès lors qu'elle retrouvera une certaine marge de manoeuvre, VECAM devra proposer des modes d'action pertinents, clairement identifiables et qui renforcent sa lisibilité sans renier sa culture de collaboration en réseau. L'association peut s'appuyer sur des alliances et des coalitions d'acteurs et de mouvements sociaux.

Penser le développement de la société de l'information, c'est considérer que le développement ne concerne pas seulement les pays du Sud, car nous avons, au Nord, à développer la réflexion et les pratiques qui permettront de changer le rapport au politique, et ce chemin doit se faire avec les mouvements citoyens.